



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 81

Texte de la question

POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Olivier Audibert-Troin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Olivier Audibert-Troin. Monsieur le Premier ministre, il y a cent jours, vous vouliez " réenchanter le rêve français. " Eh bien, c'est l'heure de vérité.

M. Daniel Fasquelle. Et c'est le cauchemar !

M. Olivier Audibert-Troin. Après cent jours d'immobilisme, le chef de l'État, dans l'affolement général (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), décide d'accélérer. L'accélération est spectaculaire : Pierre Mauroy avait mis deux ans pour prendre le tournant de la rigueur quand vous-même l'instaurerez en quatre mois. Alors que les Français attendaient du changement promis de véritables réformes structurelles, vous n'avez eu de cesse en quatre mois d'augmenter encore et encore la dépense publique avec la création de 60 000 postes dans l'éducation nationale, la gratuité de l'aide médicale d'État pour les clandestins (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes SRC, écologiste, RRD et GDR*), la création à venir de 150 000 emplois publics précaires. La facture présentée aujourd'hui aux classes moyennes se chiffre en milliards d'euros.

La refiscalisation des heures supplémentaires a entamé le pouvoir d'achat de neuf millions de salariés.

M. Yves Nicolin. Scandaleux !

M. Olivier Audibert-Troin. Les nouvelles hausses d'impôt annoncées par le Président de la République resteront le plus gros mensonge de ce début de quinquennat car, contrairement aux promesses, elles touchent les classes moyennes, via une hausse de l'impôt sur le revenu de 2 % due au gel du barème.

La hausse envisagée de la CSG frappera durement les petits salaires tout comme les retraités. Au total, ce matraquage fiscal s'élève déjà à 26 milliards d'euros.

Tous les voyants sont aujourd'hui au rouge.

Monsieur le Premier ministre, après ce rendez-vous des cent jours manqué avec nos concitoyens, avec l'Histoire, avec la France, quand vous déciderez-vous à engager enfin les vraies réformes structurelles permettant à la fois de baisser la dépense publique et d'enrayer la baisse du pouvoir d'achat que vous imposez aux Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget.

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué chargé du budget*. Monsieur le député, vous énumérez la liste des difficultés très grandes que notre pays doit affronter, après avoir rappelé ce que vous jugez être les conditions dans lesquelles le Gouvernement dirige le pays depuis quelques mois.

Pour vous répondre, je vais me permettre d'inverser l'ordre de votre propos et de vous rappeler que, contrairement à l'impression que vous pouvez donner, le million de chômeurs supplémentaire, ce n'est pas à nous qu'il est imputable mais plutôt à vous, de même que l'explosion de la dette et l'affaiblissement de la parole de la France en Europe (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD. Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Au cas où vous l'auriez oublié, monsieur le député, je vous rappelle que si le " président du pouvoir d'achat ", que vous avez soutenu avec ardeur au cours des cinq dernières années et lors de la dernière élection présidentielle, a fait preuve d'un activisme que personne ne souhaite lui contester, il a aussi montré, au regard

des critères que vous évoquez, une inefficacité qui n'est pas davantage contestable.

Vous parlez d'un rendez-vous manqué avec les Français. Permettez-moi de vous rappeler qu'avant ce supposé rendez-vous manqué avec les Français, vous avez quant à vous manqué le rendez-vous avec les électeurs.

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

M. Guy Geoffroy. De peu !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. De peu ou de beaucoup, monsieur le député, cela n'a pas une énorme importance car en démocratie il suffit de recueillir la moitié des voix plus une pour être légitime. Cette majorité et ce Gouvernement sont légitimes, même si, à l'évidence, cette légitimité semble vous échapper à l'occasion.

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

Monsieur le député, le Gouvernement conduit une politique qui a un objectif très clair : inverser la courbe du chômage d'ici un an. L'engagement en a été pris et le rendez-vous a été fixé dans un an. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le député, nous nous sommes engagés à rétablir l'état des finances publiques. Nous vous donnons rendez-vous dès l'examen de la loi de finances initiale afin de proposer au Parlement ce que d'autres auraient peut-être dû faire avant : prendre des mesures courageuses qui réduisent effectivement ce déficit.

M. Christian Jacob. Le temps de parole est dépassé !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Pour terminer, puis-je me permettre de faire le parallèle entre les premières mesures que vous aviez prises et celles que ce Gouvernement se propose de faire voter par le Parlement ? *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. Merci de conclure, monsieur le ministre.

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Vous aviez d'abord fait adopter le paquet fiscal qui a coûté dix milliards d'euros, uniquement financés par l'endettement.

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Le Gouvernement proposera au Parlement un plan d'assainissement de nos finances publiques pour retrouver notre indépendance. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)*

Données clés

Auteur : [M. Olivier Audibert Troin](#)

Circonscription : Var (8^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 81

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 septembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 septembre 2012](#)